

DA08 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION FICHE DE PRÉSENTATION D'UNE FORMATION DE TYPE LICENCE, LICENCE PROFESSIONNELLE OU MASTER

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

Établissement demandant l'accréditation : Université Lumière – Lyon 2

La formation	
A Intitulé (préciser le cas échéant si l'intitulé est hors nomenclature) :	Administration publique
B Niveau (L, grade L, LP, M, grade M, autre) :	M
C Origine de la formation (préciser et détailler si nécessaire s'il s'agit d'un renouvellement à l'identique, d'un renouvellement avec restructuration, d'une création issue d'une restructuration ou d'une création ex-nihilo. En cas de création ex-nihilo, argumenter en quelques phrases cette création) :	Renouvellement avec restructuration de la seconde année
D Champ de formations (indiquer le champ principal dans lequel s'inscrit cette formation. Préciser le cas échéant s'il y a un champ secondaire) :	DEG : Droit, Économie, Gestion

<p>E</p> <p>Etablissements (indiquer les établissements qui demandent une co-accréditation) :</p>	<p>Sans objet</p>
<p>F</p> <p>Parcours (préciser et détailler si nécessaire les différents parcours prévus dans la formation, y compris le parcours d'accès santé (L. AS)) :</p>	<p>Restructuration des parcours de seconde année :</p> <p>• Parcours « Conduite des politiques territoriales » doté d'un tronc commun d'enseignements et d'enseignements plus spécifiques permettant deux spécialisations : 1/ Développeur territorial ; 2/ Collaborateur d'élus</p> <p>Ce parcours entend former aux nouveaux métiers de l'action locale. La conduite des politiques territoriales exige des professionnels susceptibles d'exercer plusieurs rôles en fonction des divers interlocuteurs, contextes et situations : expert, assembleur, négociateur, facilitateur, animateur, pédagogue.</p> <p>Des besoins de nouvelles compétences sont apparus dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics avec la volonté de décloisonner les secteurs traditionnels de l'action publique. De nombreux dispositifs articulent désormais différents échelons territoriaux et font intervenir tout à la fois des acteurs publics mais aussi privés. Sont privilégiés comme modes d'action le partenariat, la contractualisation, la concertation. Ces dispositifs exigent en outre des procédures de participation et d'évaluation, dont on attend des effets positifs en termes d'acceptabilité comme de qualité.</p> <p>Ces nouvelles méthodes de travail en réseaux exigent des professionnels détenant des compétences spécifiques : comprendre l'environnement et les enjeux de l'action publique locale ; analyser le rôle et la posture des différents acteurs – publics et privés – de l'action publique locale ; maîtriser les outils de pilotage et d'évaluation des politiques publiques ; maîtriser les outils de création de réseaux et de partenariats ; savoir mettre en œuvre les étapes d'une démarche de participation ; produire et animer une stratégie de communication ; concevoir et conduire une étude ; élaborer des documents de synthèse.</p> <p>• Parcours « Management des organisations publiques » doté d'un tronc commun d'enseignements et d'enseignements plus spécifiques permettant deux spécialisations : 1/ Fonction de direction ; 2/ Fonction RH</p> <p>Ce parcours entend former aux métiers de l'administration s'exerçant dans les fonctions « support » des organisations publiques, principalement la fonction de direction des services et la fonction « Ressources humaines ». Il s'inscrit dans le prolongement à la fois de l'actuel parcours « Droit et gestion des ressources humaines dans les services publics » et du diplôme d'Université de management public créé l'année dernière en partenariat avec la Plate-forme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines de la région Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>Les profondes transformations ces dernières années de la carte administrative française et des modalités de l'action publique font naître des besoins nouveaux de compétences en termes de pilotage des politiques et projets publics, de management des agents et de gestion prévisionnelle des emplois et compétences. La complexification de la gouvernance territoriale, les nouvelles règles et conditions d'engagement des ressources, la dématérialisation progressive des prestations et démarches, la nécessaire attention aux risques professionnels et</p>

	<p>déontologiques engendrés par ces transformations nécessitent d'approfondir la formation des cadres actuels et futurs de l'administration.</p> <p>Ce parcours propose de former aux techniques et problématiques du management dans ses dimensions juridique et gestionnaire. Les compétences visées par ce parcours dans ses deux axes (fonction de direction et fonction RH) concernent tant le management de projets et d'équipes, la conduite du changement, la communication publique, la gestion budgétaire et des achats, le droit de la fonction publique et la GRH.</p>
<p>G</p> <p>Lieux de la formation (<i>préciser le cas échéant les délocalisations</i>) :</p>	<p>Université Lyon 2 - Campus Berges du Rhône (Lyon)</p>
<p>H</p> <p>Modalités d'enseignement (<i>préciser si la formation est faite en apprentissage, en contrat de professionnalisation; à distance, etc.</i>) :</p>	<p>Enseignement pour l'essentiel en présentiel. Certains enseignements pourraient être proposés à distance.</p> <p>Un tronc commun d'enseignements aux deux parcours sera proposé.</p> <p>Dans chacun des deux parcours, un tronc commun d'enseignements sera également organisé.</p>
<p>I</p> <p>Volume horaire de la formation (<i>indiquer aussi la part d'enseignement en langues étrangères</i>) :</p>	<p>750 heures / étudiant</p> <ul style="list-style-type: none"> • 500 heures en première année (dont 21h en langues étrangères) • 250 heures en seconde année (dont 21h en langues étrangères)
<p>J</p> <p>Effectifs attendus :</p>	<p>Les effectifs attendus pour 2022 sont de 100 étudiant.es pour l'ensemble de la mention. Des effectifs plus importants seraient envisageables sous réserve de l'accord de l'université sur les moyens engagés.</p> <p>Effectifs attendus en première année : 60 étudiants</p> <p>Les effectifs moyens depuis 4 ans se situent autour de 50 étudiants en 1^{re} année. Compte tenu de la bonne santé de la licence, mention Administration publique (dont les effectifs sont stables) et des nombreux dossiers reçus ainsi que de la refonte des parcours de 2^e année (un peu plus généralistes et correspondant sans doute davantage aux exigences du secteur public contemporain), un effectif de 60 étudiants constitue un niveau raisonnable et qui pourrait déjà être le nombre d'étudiant.es recrutés si nous avions davantage de places en M2.</p> <p>Effectifs attendus en seconde année :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parcours « Conduite des politiques territoriales » : 40 étudiants • Parcours « Management des organisations publiques » : 40 étudiants

	Les parcours identifiant mieux leurs débouchés et ayant été repensés pour correspondre aux attentes des employeurs publics et aux aspirations des étudiant.es et étudiants, le seuil de 40 étudiants par parcours nous semble constituer un seuil en adéquation avec les flux d'étudiants et les offres d'emplois.
K Partenariat avec un autre (ou d'autres) établissement d'enseignement supérieur public :	Partenariat avec la Plate-forme régionale d'appui interministériel à la GRH de la région Auvergne-Rhône-Alpes (PFRH-ARA) pour le parcours de seconde année « Management des organisations publiques »
L Accords internationaux particuliers :	La première année est ouverte aux échanges internationaux dans le cadre du programme Erasmus (ensemble des accords de la Faculté et de l'université). Par ailleurs, l'actuel parcours Action économique et coopération des collectivités territoriales en Europe est proposé en partenariat international avec l'université de la Sarre (les étudiants réalisent leur 1 ^{re} année en Allemagne et le M2 en France), permettant l'obtention du master français et d'un LLM de l'université de la Sarre. La refonte de ce parcours va nous conduire à modifier ce partenariat mais sans y renoncer. Nous souhaitons en effet maintenir l'internationalisation de cette mention et proposerons le parcours Conduite des politiques publiques pour remplacer le parcours AECCTE dans le cadre de ce partenariat. Les problématiques du développement local dépassent en effet le seul cadre français et sont souvent communs à l'ensemble des territoires.
M Conventionnement avec une institution privée française :	Sans objet.
N Le contenu de la formation est repensé en fonction des recommandations du HCÉRES. Le parcours de seconde année « Conduite des politiques territoriales » s'appuiera sur l'axe de recherches « Territoires » de l'équipe « Droit – contrats – territoire » (EA 4573), permettant de mieux articuler la formation avec la recherche. En outre et conformément aux recommandations du HCÉRES, un enseignement formant aux enjeux du numérique sera intégré à la formation de première année du master afin de favoriser une meilleure insertion professionnelle.	

○

Sans objet